



SOCIETE FIDUCIAIRE NATIONALE DE REVISION COMPTABLE
Société Anonyme de Commissariat aux Comptes au capital de 250 000 € - 334 301 488 RCS Nanterre
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles
Paris la Défense – 41, rue du Capitaine Guynemer – 92925 LA DEFENSE cedex – Site : www.fiducial.fr

MISSION LOCALE DE LA PICARDIE MARITIME

**Association Loi 1901
82, rue Saint Gilles
80 100 ABBEVILLE**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

MISSION LOCALE DE LA PICARDIE MARITIME

Association Loi 1901

Siège social : 82, rue Saint-Gilles

80100 ABBEVILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2023

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association MISSION LOCALE DE LA PICARDIE MARITIME relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association MISSION LOCALE PICARDIE DE LA MARITIME à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Courbevoie, le 21 juin 2024

Le Commissaire aux comptes

FIDAUDIT

Membre du Réseau Fiducial

**Francois
Pinault**

Signature numérique
de Francois Pinault

Date : 2024.06.21
07:57:57 +02'00'

François PINAULT

Comptes annuels



Mission Locale Picardie Maritime

Actif		Au 31/12/2023			Au 31/12/2022
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	4 992	4 992		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	4 992	4 992		
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
Actif circulant	Constructions	324 716	83 307	241 408	254 397
	Inst. techniques, mat.out.industriels	440 616	325 770	114 845	98 710
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	765 332	409 078	356 254	353 108
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	182		182	182
	Prêts	16 409		16 409	16 409
Actif circulant	Autres	5 469		5 469	5 469
	TOTAL	22 060		22 060	22 060
	Total I	792 386	414 071	378 315	375 169
	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	1 384 982	296 625	1 088 356	696 018
	TOTAL	1 384 982	296 625	1 088 356	696 018
	Divers				
Actif circulant	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	992 195		992 195	659 858
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	26 874		26 874	18 911
	Total II	2 404 052	296 625	2 107 427	1 374 788
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	3 196 439	710 696	2 485 742	1 749 957
	Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)			

Mission Locale Picardie Maritime

Passif		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	52 279	52 279
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	468 532	463 716
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	107 702	4 815
	Situation nette (sous-total)	628 514	520 812
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		628 514	520 812
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	316 670	291 509
Total II		316 670	291 509
Provisions	Provisions pour risques	184 350	184 350
	Provisions pour charges		
Total III		184 350	184 350
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	260 701	212 151
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	63 583	91 714
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	478 547	392 233
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	279 000	
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	274 374	57 186
Total IV		1 356 207	753 286
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		2 485 742	1 749 957
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Mission Locale Picardie Maritime

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	259 280	261 567
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service		
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 416 276	2 356 468
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	587 096	752 140
Charges d'exploitation	Utilisations des fonds dédiés	291 509	
	Autres produits	224	765
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	3 554 386	3 370 941
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	481 858	528 564
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	136 571	139 103
	Salaires et traitements	1 431 976	1 390 643
	Charges sociales	511 581	463 419
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	38 743	52 601
	Dotations aux provisions	296 625	480 475
	Reports en fonds dédiés	316 670	291 509
	Autres charges	234 181	18 790
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	3 448 208	3 365 107
	1. Résultat d'exploitation (I-II)	106 178	5 833

Mission Locale Picardie Maritime

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	753	1 004
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	753	1 004
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 224	1 726
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	1 224	1 726
2. Résultat financier (III-IV)		-470	-722
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		105 707	5 111
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 194 800	
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	1 994	
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		296
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		296
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		1 994	-296
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		3 557 135	3 371 946
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		3 449 432	3 367 130
EXCÉDENT OU DÉFICIT		107 702	4 815
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature		23 000	23 000
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total		23 000	23 000
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		23 000	23 000
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total		23 000	23 000



Mission Locale Picardie Maritime

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos 31/12/2023

Avril 2024

Ce rapport contient 12 pages

Annexe de base Associations sans spécificités APG dons plus de 153 K€ 1 04
21.docx

Table des matières

1	Objet social	2
2	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	3
2.1	Faits caractéristiques de l'exercice	3
2.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	3
3	Principes et méthodes comptables	4
3.1	Principes généraux	4
3.1.1	Changements de la comptabilisation des subventions pluriannuelles.	4
3.1.2	Corrections d'erreurs	4
3.2	Actif immobilisé	5
3.2.1	État de l'actif immobilisé (brut)	5
3.2.2	Amortissements de l'actif immobilisé	6
3.3	Actif circulant	7
3.4	Fonds propres	8
3.5	Fonds reportés et dédiés	9
3.5.1	Engagements de retraite et avantages assimilés	9
3.6	Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)	10
3.6.2	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	10
3.7	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	11

1 **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Cette association a pour but de créer et d'animer la Mission Locale créée en vertu des dispositions de l'ordonnance n°82 273 du 26 mars 1982, relative aux mesures destinées à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes et de la loi du 19 décembre 1989.

La Mission Locale s'attache à mettre en œuvre tous les moyens pour apporter des réponses aux problèmes des jeunes, notamment les accueillir, les informer, les orienter et les aider à concevoir un projet d'insertion professionnelle ainsi que les accompagner dans sa mise en œuvre. Pour cela, la Mission Locale réunira les différentes institutions impliquées dans ces domaines d'accompagnement des jeunes afin qu'elles élaborent un projet global débouchant sur une complémentarité effective dans la mise en œuvre d'actions conjuguées.

Dans le cadre précis de dispositifs et/ou programmes particuliers (Plan local pour l'insertion Point d'Accueil Ecoute Jeunes,...) dont la Mission Locale a à assumer le portage juridique et financier et sans préjudice des dispositions prévues à l'article L.5314-2 du code du travail, elle peut mobiliser son offre de services au profit de tout autre public que le public cible constitutif de son cœur de métier.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixés différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

Néant

2.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler

2.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

3 Principes et méthodes comptables

3.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

3.1.1 Comptabilisation des subventions pluriannuelles.

Les conventions faisant apparaître des subventions pluriannuelles et postérieures au 31/12/23 font l'objet d'une comptabilisation à l'actif et au passif du bilan au 31/12/2023. Cette comptabilisation concerne les subventions suivantes :

A l'ACTIF : En autres créances

➤ ERASMUS 06/23-08/24	8 411 €
➤ ERASMUS TERRINOV	80 000 €
➤ PLIE IAE CD 80	75 000 €
➤ QPV FSE+	120 186 €

Soit pour un montant total de **283 597 €**

Au PASSIF : En Produits constatés d'avance

➤ ERASMUS 06/23-08/24	24 031 €
➤ ERASMUS TERRINOV	96 000 €
➤ PLIE IAE CD 80	60 000 €
➤ CLAUSE	9 824 €
➤ QPV FSE+	84 520 €

Soit pour un montant total de **274 375 €**

3.1.2 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

3.2 *Actif immobilisé*

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges

3.2.1 *État de l'actif immobilisé (brut)*

Situations et mouvements (a)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	4 992			4 992
Immobilisations corporelles	756 246	41 890	32 803	765 333
Immobilisations financières	22 061			22 061
Total	783 299	41 890	32 803	792 386

3.2.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements (a)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (a)
Immobilisations incorporelles	4 993			4 993
Immobilisations corporelles	403 138	38 744	32 803	409 079
Immobilisations financières				
Total	408 131	38 744	32 803	414 072

3.2.2.1 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement		Postes du résultat avec dotation		
	Mode	Taux	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles	L	100 %			
Immobilisations corporelles	L	4 à 50 %	38 744		
Immobilisations financières					
Total			38 744		

3.3 Actif circulant

3.3.1.1 Autres créances

compte	libelle	Bilan_2023	Antérieur	2022	2023	total
44170200	SUB PLIE FAP 2023	19 250 €			19 250 €	19 250 €
44170600	ERASMUS TERRINOV 01/09/23-31/08/25	80 000 €			80 000 €	80 000 €
44170700	ERASMUS+ 2022 06/22-08/23	5 656 €		5 656 €	- €	5 656 €
44170800	SUB. CONTRAT ENGAGEMENT JEUNE	255 600 €			255 600 €	255 600 €
44171100	SUB. CPO MISSION LOCALE/ CONSEIL RÉGIONAL HAUTS DE	649 330 €		209 927 €	439 403 €	649 330 €
44171200	SUB.CPO MEF/ CONSEIL RÉGIONAL HAUTS DE FRANCE	38 165 €			38 165 €	38 165 €
44171300	SUB. ASPIRE-KENT- //INTERREG VA /FEDER	30 928 €		30 928 €		30 928 €
44171900	SUB. PARRAINAGE ETAT/DIRECCTE	2 898 €			2 898 €	2 898 €
44172000	SUBV ML PAEI FAJ/ CONSEIL DÉPARTEMENTAL	6 500 €			6 500 €	6 500 €
44172100	SUB.ML PAEI /ETAT CGET/ETAT ODCS/CABS/CDV	75 €		75 €		75 €
44172200	SUB. ML BIEN DANS SA TETE/ CONSEIL DÉPARTEMENTAL	1 791 €			1 791 €	1 791 €
44174700	SERVICE CIVIQUE	- 223 €		-	223 €	223 €
44174900	SUB. PLIE CLAUSE 2022-2023	48 000 €			48 000 €	48 000 €
44175000	SUB.ML PAEI CAF	1 500 €			1 500 €	1 500 €
44175100	CR SUB. CLAP	4 875 €		4 875 €		4 875 €
44175200	SUB ERASMUS 01/06/23-31/08/24	8 411 €			8 411 €	8 411 €
44175300	SUB PLIE CD80 01/01/23-31/12/2025	75 000 €			75 000 €	75 000 €
44175400	SUB PLIE CONSEIL REGIONAL	9 240 €			9 240 €	9 240 €
44175500	SUB PLE FSE QPV+	120 186 €			120 186 €	120 186 €
44175600	SUB PLIE FSE IAE	20 000 €			20 000 €	20 000 €
Total		1 377 182 €	- €	251 461 €	1 125 721 €	

3.3.1.2 Dépréciations

Eu égard aux éléments en possession de la Mission Locale Picardie Maritime au 31/12/2023, il a été constitué une provision pour dépréciation des autres créances de 296 626 €.

3.3.1.3 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 26 875 € à la clôture de l'exercice.

3.4 Fonds propres

Tableau de suivi des fonds associatifs				
	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Apports sans droit de reprise	52 279	0	0	52 279
Autres réserves	463 717	4 815	0	468 532
Résultat de l'exercice	4 815		4 815	0
Situation nette	520 811	4 815	4 815	520 812

)

3.5 *Fonds reportés et dédiés*

Les fonds sont dits « reportés » et comptabilisés en charge « reports en fonds reportés » quand l'entité n'a pas encore encaissé ou transféré à la clôture les montants correspondants, comptabilisé en produits d'exploitation au cours de l'exercice.

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de la réalisation

Les engagements restant à réaliser sont :

RESSOURCES				
	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
CONTRAT ENGAGEMENT JEUNES	816 500	499 830	316 670	316 670
	816 500	499 830	316 670	316 670

3.5.1 *Engagements de retraite et avantages assimilés*

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite		156 758	156 758

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé (le cas échéant par catégorie), 62 ans
- Taux d'actualisation : 3 %
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1 %

3.6 *Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)*

3.6.1.1.1 *Mise à disposition de locaux ou de matériel*

Une mise à disposition des locaux gratuite a été constatée pour une valeur de 23 000 €. La méthode d'évaluation retenue est la suivante :

Superficie : 190 m2

Prix mensuel au m2 : 10 €

Soit un montant mensuel de 1 900 €

Soit un montant annuel de 22 800 €, arrondi à **23 000 €**

3.6.2 *Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat*

Par courrier du 22 juin 2016, la directe notifiait à notre structure un contrôle administratif et financier des activités d'accueil, d'information, d'orientation et d'évaluation sur les années 2013-2014-2015. Les investigations sur place ont débuté le 28 juin 2016. Un avis de contrôle complémentaire du 2 septembre 2016 étendait l'intervention à l'année en cours. Le contrôle était justifié par les prérogatives réglementaires du service de contrôle uniquement.

Par courrier daté du 21 décembre 2016, la Mission Locale recevait une notification partielle des résultats du contrôle relativement à l'année 2013 faisant état d'un rejet de dépenses pour un montant total de 39 831.89 €.

Par courrier daté du 21 décembre 2017, la Mission Locale recevait une notification définitive des résultats du contrôle relativement aux années 2014, 2015 et 2016 faisant état d'un rejet de dépenses pour un montant total de 144 518.23 €.

L'examen du dossier permet de constater que beaucoup de dépenses rejetées s'inscrivent dans le cadre d'actions spécifiques réalisées par la Mission Locale de La Picardie Maritime avec notamment des financements européens (FSE, FEDER) et qu'elles ont déjà fait l'objet de multiples contrôles.

La procédure contradictoire en cours permettra à la Mission Locale de la Picardie Maritime d'apporter des éléments explicatifs et pièces justificatives probantes pour valider les dépenses indument rejetées. Cependant, une provision pour risques a été constituée en conséquence.

Aucune évolution significative n'étant intervenue au cours de l'exercice 2023, la provision constituée a été laissée inchangée.

3.7 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à **186 223 €** en **2023**.